

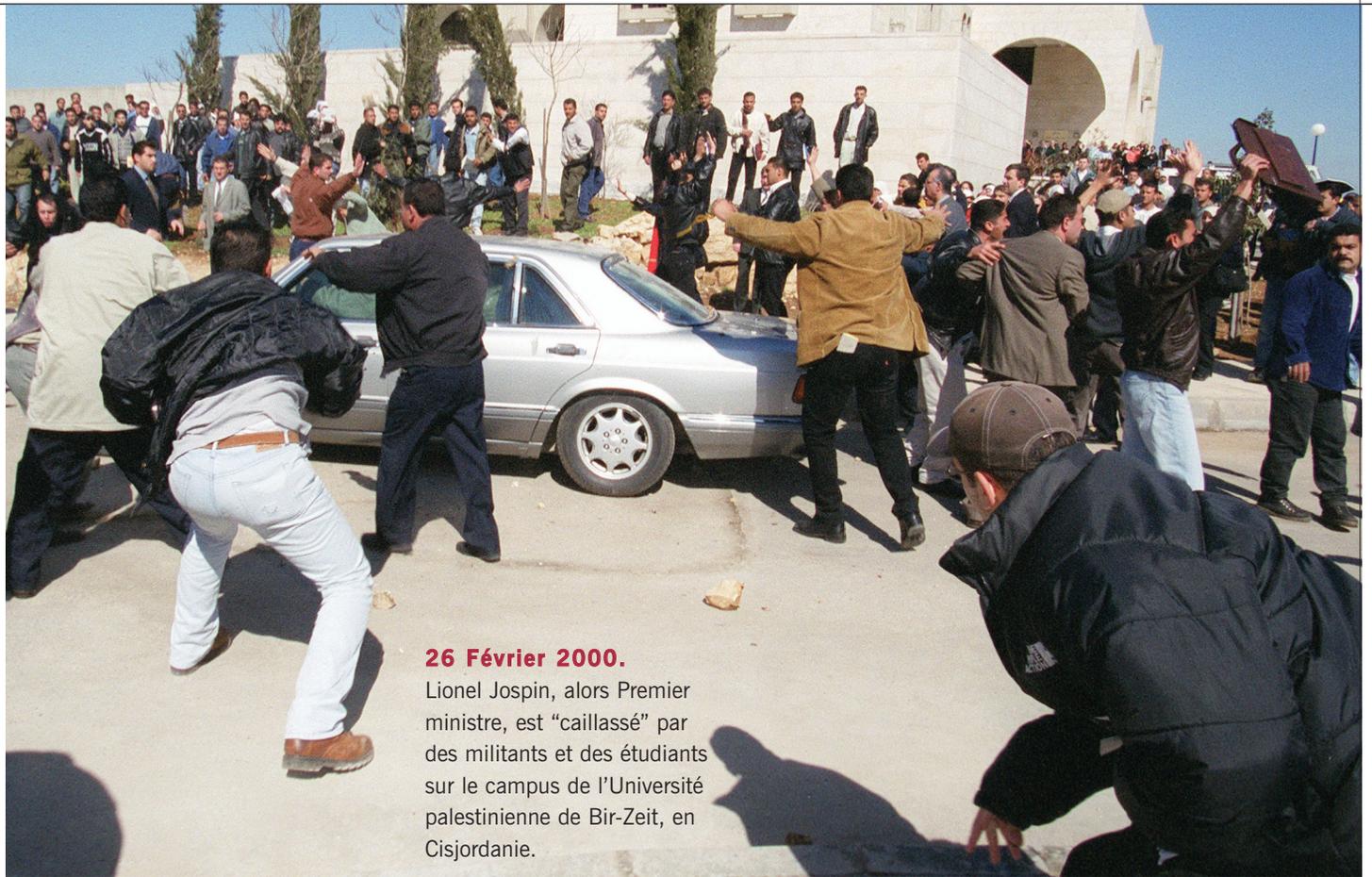


22 Octobre 1996.
Jacques Chirac en visite à Jérusalem Est s'oppose aux services de sécurité israéliens qui l'empêchent de circuler librement et de saluer les Palestiniens.

LA FRANCE ET LES POLITIQUE

Les musulmans de France exerceraient une influence sur la diplomatie française à la manière des lobbies qui existent, par exemple, aux Etats-Unis. Plusieurs questions se posent alors : quel est le poids électoral des musulmans en France ? Quelles sont leurs préférences en matière politique ? Les questions internationales y jouent-elles un rôle ? La notion même de "communauté musulmane" existe-t-elle ? Décryptage.

| **Par Justin Vaïsse**



26 Février 2000.

Lionel Jospin, alors Premier ministre, est "caillassé" par des militants et des étudiants sur le campus de l'Université palestinienne de Bir-Zeit, en Cisjordanie.

MUSULMANS : ÉTRANGÈRE *sous influence ?*

Dans certains cercles conservateurs et néo-conservateurs américains, la cause était entendue dès avant l'opposition française à la guerre en Irak en 2003 : la France n'est plus libre de ses actes au Moyen-Orient, elle est sous influence. Sa politique étrangère est désormais déterminée, et même prise en otage, par sa population musulmane, et ce phénomène ne pourra aller que croissant, puisque la démographie galopante des musulmans français leur assurera

une position politique de plus en plus prépondérante par rapport à une population "de souche" anémique et démobilisée. Bref, elle est la tête de pont de cette "Eurabie" qui a déjà rendu les armes.

On pourrait s'attarder longuement sur les présupposés d'une telle vision. Mettons de côté le fait que ses bases factuelles sont erronées, puisque la fécondité des immigrées originaires de pays musulmans décroît fortement avec le temps passé en France, tandis que celle des Françaises en

général est la plus élevée d'Europe, dans un contexte d'immigration, y compris irrégulière, modeste. Ce qui frappe, c'est surtout que cette idée repose sur une vision culturaliste par blocs, musulmans contre "Français de souche". Cette vision nie la réalité du processus d'assimilation, naturel (par le nombre élevé de mariages mixtes) et surtout politique et identitaire (en dépit des discriminations et des problèmes sociaux). Elle présuppose que la loyauté à l'Islam, quelle que soit sa signification, remplace la loyauté à la France, ce que démentent toutes les études disponibles (cf. "Pour en savoir plus").

Mais passons outre et admettons l'hypothèse selon laquelle les musulmans de France exerceraient une influence déterminante sur la diplomatie de leur pays, tout comme le lobby cubain, le lobby pro israélien ou plus récemment le lobby indien (avec la ratification de l'accord Washington/New Delhi sur le nucléaire en décembre 2006) parviennent à peser sur les orientations de la politique étrangère américaine. Plusieurs questions se posent alors : quel est le poids électoral des musulmans en France ? Quelles sont leurs préférences en matière politique, est-ce que les questions internationales y jouent un rôle ? Par quelles voies ces préférences se transmettent-elles aux décideurs politiques ? Enfin, a-t-on observé des changements d'orientation dans l'action extérieure de la France qui attestent cette influence ?

Sur les cinq millions de personnes d'origine musulmane en France (croyantes et pratiquantes ou non), un peu plus de la moitié sont des citoyens français, dont de nombreux jeunes de moins de 18 ans. Si l'on ajoute des taux d'inscription traditionnellement faibles parmi les populations immigrées et leurs enfants, on peut faire une très grossière estimation du nombre d'électeurs musulmans à 1,5 million au maximum. Mais ce chiffre, certes conséquent (3,75 % du corps électoral), n'a aucune signification si l'on ne démontre pas que ces votants se déterminent par cette appartenance, à l'instar, par exemple, d'une partie au moins des chasseurs français, qui seraient eux aussi autour d'1,5 million.

Or, les musulmans français apparaissent profondément divisés : certains sont immigrés, d'autres enfants ou petits-enfants d'immigrés, d'autres Français depuis plus de trois générations. Certains font remonter leurs origines proches ou lointaines vers le Maroc, d'autres

vers l'Algérie, d'autres encore vers la Turquie ou le Sénégal. Certains se définissent comme musulmans, d'autres pas. Certains appartiennent à la classe moyenne, d'autres à la classe ouvrière. Et ainsi de suite. Surtout, cette "communauté" ne possède aucune forme d'organisation nationale unifiée – le Conseil français du culte musulman (CFCM), quasiment imposé de force par l'Etat à des associations rivales en 2002-2003, a une vocation purement culturelle. Dans ces conditions, même l'expression "communauté musulmane française" apparaît problématique.

S'il n'y pas d'organe représentatif unifié qui serait capable de parler d'une seule voix, notamment en matière de politique étrangère, il existe néanmoins une certaine mobilisation politique des musulmans. Ainsi, de façon officielle, l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), la plus solide des associations à participer au CFCM – celle qui sert d'épouvantail ordinaire à tous les défenseurs d'une laïcité de combat – estime jusqu'à 500 000 le nombre d'électeurs qu'elle peut influencer par ses mots d'ordre, qui sont allés vers la gauche socialiste en 1995, 1997 et 2002. Elle se fonde sur le nombre de calendriers

Sondage sortie des urnes, 21 avril 2002

en pourcentage

	Ensemble		
	des Français	Musulmans	Catholiques
Arlette Laguiller	6	6	5
Olivier Besancenot	4	9	3
Robert Hue	4	1	3
Jean-Pierre Chevènement	5	9	4
Lionel Jospin	16	39	13
Christiane Taubira	2	1	1
Noël Mamère	5	11	3
Corinne Lepage	2	1	2
Jean Saint-Josse	4	3	5
François Bayrou	7	1	8
Alain Madelin	4	1	5
Jacques Chirac	20	11	24
Christine Boutin	1	1	2
Bruno Mégret	2	1	3
Jean-Marie Le Pen	18	5	19

Source : sondage sortie des urnes CSA / La Vie, 21 avril 2002, « Analyse du vote au premier tour de l'élection présidentielle en fonction de la religion et de la pratique religieuse ».

qu'elle distribue dans les foyers français (150 000 par an) et sur le nombre de participants à la rencontre annuelle du Bourget. Et il ne fait aucun doute que chez les plus politisés, tout particulièrement les étudiants, la politique étrangère joue un rôle dans les choix électoraux. On retrouve cette politisation sur les sites Web musulmans les plus actifs, comme *Oumma.com* ou *Saphirnews.com*, qui abordent souvent les questions internationales, et plus particulièrement la question palestinienne, de façon militante.

UN VOTE "INTÉRIEUR"

Seulement, chez la majorité des électeurs musulmans, les déterminants du vote sont ailleurs, du côté des questions intérieures, du côté du quotidien. Dans le sondage de sortie des urnes CSA – *La Vie* du 21 avril 2002 (voir page précédente), les votants s'étant identifiés comme musulmans ont cité dans l'ordre des "enjeux qui ont le plus compté" pour eux : les inégalités sociales, l'emploi, la sécurité, la formation, l'immigration. Les thèmes extérieurs ne venaient que dans les tout derniers rangs. Ça ne signifie pas que la politique étrangère compte pour rien mais qu'elle n'est pas la variable déterminante pour comprendre le vote.

D'ailleurs, quelle que soit la définition adoptée du "musulman", de culture ou de confession, la réalité la plus massive est le persistant alignement à gauche, comme l'a encore confirmé la grande étude du CEVI-POF de 2005, qui trouve chez les Français musulmans une proximité avec un parti de gauche de l'ordre des deux tiers, contre 10 % environ pour la droite et 25 % ni de droite, ni de gauche. Ces chiffres sont cohérents avec les résultats du sondage de sortie des urnes de 2002 cité plus haut : Jacques Chirac recueille 11 % des suffrages "musulmans", contre 39 % pour Lionel Jospin ; si l'on fait des regroupements, la gauche plurielle est à 61 %, la droite à 14 %, les extrêmes et protestataires à 21 % (les partis d'extrême gauche sont toujours bien implantés parmi les musulmans).

Ce qui est particulièrement intéressant avec ce sondage, c'est qu'il permet de mettre à l'épreuve la thèse d'un vote musulman fondé sur la politique étrangère, et en particulier les positions sur le conflit au Proche-Orient. Au cours du septennat de Jacques Chirac en effet, deux événements très médiatisés, et donc présents à la conscience du plus grand nombre, ont marqué l'actualité française dans ce dossier. Le premier fut la visite de Jacques Chirac à Jérusalem Est, le 22 octobre 1996, lorsque le président bouscula et réprimanda les hommes des services de sécurité israéliens

qui l'entouraient de trop près et l'empêchaient de saluer les passants palestiniens et de marcher librement dans la Vieille Ville pour visiter les lieux saints, comme il avait souhaité le faire. Seconde image marquante : celle de Lionel Jospin, le 26 février 2000, "caillassé" par des militants et des étudiants sur le campus de l'Université palestinienne de Bir-Zeit, en Cisjordanie. Deux jours auparavant, il avait déclaré que le Hezbollah était un mouvement terroriste, allant ainsi au-delà de la position officielle française du moment, y compris celle de son propre ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine. Jacques Chirac n'avait évidemment pas manqué de réprimander son Premier ministre en rappelant quelle était la position de la France... et qui était le maître du "domaine réservé".

Un cliché classique dans le monde politique français voudrait une gauche socialiste soutenue par la communauté juive française et plus proche d'Israël, et une droite gauloise plus encline à poursuivre une "politique arabe", cliché qui résiste mal à l'examen, la politique française envers Israël sur le long terme ayant transcendé les clivages politiques et somme toute peu varié depuis 1967. Comme sur le reste de la politique étrangère, les différences entre

La France est intervenue militairement dans deux pays à majorité islamique – l'Afghanistan et le Liban – sans réaction particulière de la supposée "rue musulmane française"...

droite et gauche sont peu marquées. Ainsi, ce fut François Mitterrand qui déclara, dans un discours historique à la Knesset, en 1982, qu'Israël devrait un jour entamer des négociations directes avec l'OLP, et ce fut lui qui reçut plus tard Yasser Arafat à l'Élysée.

Mais l'on devrait s'attendre, si ce cliché produit quelque effet que ce soit, et surtout si les images médiatiques de 1996 et 2000 ont joué, à ce que les musulmans aient boudé Lionel Jospin et qu'ils aient plébiscité Jacques Chirac en 2002. Or, non seulement l'UOIF a appelé à voter Jospin, mais le sondage montre que les électeurs musulmans ont choisi ce dernier dans des proportions deux fois et demie plus importantes que le reste des Français – lors d'un premier tour où ils avaient pourtant la possibilité de le sanctionner sans désertir la gauche. Idéalement, il faudrait disposer d'un sondage similaire à la sortie des urnes en 1995 ; à défaut, la comparaison avec les autres études d'opinion montre que les lignes politiques n'ont pas bougé. Il est difficile de ne pas en conclure que la politique étrangère n'a

probablement pas pesé de façon sensible dans les choix électoraux des musulmans. Encore une fois, cela n'empêche pas l'apparition de "primes" de popularité sur des sujets de politique étrangère, par exemple à Jacques Chirac lors de son opposition à la guerre d'Irak début 2003... mais il semble douteux que ces phénomènes prennent le pas sur les considérations de politique intérieure.

Rappelons à cet égard que le contexte politique français des dernières décennies ne se prête pas à des affrontements de politique étrangère : il est marqué par un fort consensus national, sauf bien sûr lorsqu'on aborde les dossiers diplomatiques qui touchent plus directement la politique intérieure comme l'immigration, l'Europe ou l'ouverture commerciale. De fait, la prime de popularité de Jacques Chirac lors du débat sur l'intervention en Irak était d'ampleur nationale – le pinacle de sa cote de confiance sur cinq ans – et non pas limitée au segment musulman de la population. Autrement dit, l'absence de positions très divergentes dans la classe politique française limite la mobilisation électorale d'un côté comme de l'autre. S'il prenait à un responsable politique français de faire le panegyrique d'un leader comme Ariel Sharon et de sa politique, s'il le qualifiait d'"homme de paix" comme l'a fait George

varié dans ses principes depuis 1967, moment où la présence musulmane dans l'hexagone était faible. Bref, la position de Paris vis-à-vis du Moyen-Orient s'explique par l'histoire et la géographie, pas la sociologie électorale.

UN LOBBY MUSULMAN ?

En fait, l'idée d'un lobby musulman en France qui pèserait sur les orientations diplomatiques françaises à travers son poids électoral repose largement sur une projection inconsciente d'une réalité politique américaine. Or, le paysage français dans ce domaine est très différent : certes, les lobbies ne sont pas inconnus – la reconnaissance du génocide arménien et la pénalisation de sa négation sont là pour le rappeler – mais ils n'ont pas de légitimité et ne peuvent pas s'afficher comme tels. Le système politique est beaucoup moins ouvert qu'aux Etats-Unis, tout simplement parce que le législatif est infiniment moins puissant en France qu'outre-Atlantique, et offre moins de prise à l'expression des intérêts particuliers. C'est encore plus vrai dans le domaine de la politique étrangère, où la prise de décision est concentrée à l'Elysée et au Quai d'Orsay.

Mais alors, avancent les tenants de la thèse de "l'Eurabie", si ce n'est par leur vote, c'est du moins par la crainte des désordres civils et des émeutes que les musulmans de France influencent les décideurs politiques. On est bien dans une situation de prise d'otage : si la diplomatie française prend des décisions perçues comme contraires aux intérêts musulmans, cela risque de mettre les banlieues à feu et à sang, et de susciter une vague d'agressions contre les Juifs de France.

Ce scénario s'appuie d'une part

Si la France participait à une action militaire menée à l'encontre d'un Etat islamique, pensez-vous...

	Population d'origine musulmane	Population française
...que cela augmenterait le risque d'attentats sur le territoire français ?	83 %	88 %
...que cela pourrait entraîner des incidents graves entre les différentes communautés en France ?	78 %	84 %

Source : sondage « L'Islam en France et les réactions aux attentats du 11 septembre 2001 », IFOP / Le Monde / Le Point / Europe 1, 5 octobre 2001.

W. Bush, cela provoquerait à coup sûr des protestations vigoureuses de la part des musulmans de France... mais aussi d'une grande partie de l'opinion publique.

En ce sens, on peine à discerner l'impact propre des Français musulmans sur le débat politique dans ce domaine : ceux-ci s'insèrent dans un spectre d'opinions bien établies depuis longtemps, spectre qui s'organise de part et d'autre d'une ligne diplomatique constante par-delà les changements de gouvernement. D'ailleurs, il revient aux tenants de la thèse du "lobby musulman" de pointer les inflexions observables de la politique française au Moyen-Orient qui résulteraient de la présence de ce supposé segment électoral. Après tout, la "politique arabe de la France" a peu

sur la corrélation – attestée – entre la multiplication des violences antisémites et les événements au Moyen-Orient entre fin septembre 2000 (seconde Intifada) et 2003 (guerre d'Irak), et d'autre part sur la perception – erronée celle-là – d'une mobilisation des quartiers populaires autour de thèmes communautaires et notamment de politique étrangère. Cette crainte se lit dans un sondage IFOP d'octobre 2001, donc quelques semaines après les attentats aux Etats-Unis (voir tableau ci-dessus).

Seulement là encore, un examen plus approfondi laisse sceptique quant à cette hypothèse. Les violences urbaines de novembre 2005 n'avaient aucun rapport avec les événements du Moyen-Orient, et on a relevé l'absence

de tout drapeau palestinien ou de référence à l'Irak – et même, pour tout dire, de toute revendication politique articulée. A l'inverse, les crises du Moyen-Orient n'ont pas conduit à des éruptions de violence comparables. Elles ont toutefois été liées, dans une certaine mesure, aux tragiques incidents antisémites mentionnés plus haut. Mais la corrélation avec la politique étrangère est complexe : les auteurs de ces violences qui ont été appréhendés n'avaient pas de liens avec des réseaux musulmans ou islamistes et n'avaient qu'une culture politique des plus rudimentaires – et ils n'exprimaient aucune revendication sur la politique au Proche-Orient. Plus révélateur encore, la France est intervenue militairement dans deux États à majorité islamique depuis ce sondage, en Afghanistan et au Liban, et s'y trouve encore engagée, sans réaction particulière de la supposée "rue musulmane française".

En fait, on voit mal dans quelles conditions la France pourrait intervenir militairement dans le monde musulman sans avoir des raisons bien fondées de le faire et sans que cette intervention soit solidement ancrée à la fois dans le droit international et dans le consensus français. En d'autres termes, il semble bien improbable d'assister à une condamnation marquée d'une action militaire française par

des citoyens d'origine musulmane, voire à des éruptions de violence, tout simplement parce qu'il est également improbable qu'une telle action soit agressive par nature.

Il est certain que les événements du Moyen-Orient rencontrent un écho en France, qui est forte des plus grandes minorités juive et musulmane d'Europe. A ce titre, elle a un intérêt à voir s'apaiser les tensions de cette région : plus la croyance en un choc des civilisations se répand, plus les esprits s'échauffent, même si chacun s'attache à récuser l'importation de conflits étrangers. Mais on voit mal dans quelle direction diplomatique spécifique ce lien peut jouer. Sur-tout, il ne faut pas oublier que la politique étrangère est la résultante de considérations multiples. La politique intérieure y joue certes un rôle, mais plus importants sont les calculs stratégiques internationaux, la défense des idéaux du pays et de ses intérêts économiques, la prise en compte de la dimension européenne, etc. Dans ce tableau, reste-t-il une place pour l'impact de l'introuvable "lobby musulman" ? Rien n'est moins sûr. **FP**

Justin Vaïsse est historien. Cet article est inspiré du livre qu'il publie avec Jonathan Laurence : Intégrer l'Islam. La France et ses musulmans : enjeux et réussites (mars 2007, éditions Odile Jacob).

[Pour en savoir plus]

La thèse de l'influence musulmane sur la politique étrangère française est développée notamment autour des revues *Middle East Quarterly* et *Commentary* et d'auteurs comme **Daniel Pipes**, **David Pryce-Jones**, **Niall Ferguson**, **Bernard Lewis**, **Tony Blankley** mais aussi de conservateurs européens comme **Frits Bolkestein**. La thèse de "l'Eurabie" (l'Europe comme extension culturelle et politique du monde arabo-musulman, une sorte de dépendance anti-occidentale, antichrétienne, antiaméricaine et antisémitisme) a été popularisée par l'historienne **Bat Ye'or** (**Giselle Littman**), *Eurabia : L'axe euro-arabe*, (2006, Jean-Cyrille Godefroy).

Justin Vaïsse a co-écrit, avec **Jonathan Laurence**, *Intégrer l'Islam. La France et ses musulmans : enjeux et réussites*, Paris, Odile Jacob, 2007, qui offre un portrait démographique, social, économique, religieux et politique des musulmans de France, explore de nombreuses problématiques politiques (terrorisme, antisémitisme, politique étrangère, etc.). On trouvera dans le livre de **Vincent Geisser** et **Aziz Zemouri**, *Marianne et Allah, les politiques français face à la "question musulmane"* (2007, La Découverte) d'autres éléments sur les aspects intérieurs de ce sujet.

Sur les questions démographiques, le directeur de l'INED **François Héran** a publié un essai très éclairant, *Le Temps des immigrés. Essai sur le destin de la population française* (2007, Seuil).

Parmi les principales études statistiques sur les musulmans de France, celle du CEVIPOF conduite par **Sylvain Brouard** et **Vincent Tiberj**, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, (2005, Presses de Sciences Po), se distingue par sa solidité. *The Pew Research Center* a publié une grande enquête comparative en plusieurs tomes, notamment "The Great Divide: How Westerners and Muslims View Each Other" (<http://pewglobal.org/reports>) et "The French-Muslim Connection : Is France Doing a Better Job of Integration than Its Critics?" (<http://pewresearch.org/pubs>).

On lira aussi avec profit les études du **Crisis Group** sur l'Islam en Europe, disponibles sur Internet : celle qu'a rédigée **Jonathan Laurence**, professeur à Boston College, sur l'Allemagne, *Islam and Identity in Germany*, et celle qu'a rédigée **Patrick Haenni** sur la France, *La France face à ses musulmans: Émeutes, jihadisme et dépolitisation* (www.crisisgroup.org).